

# Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sainte-Julie

Code géographique : 59010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

## **Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018**

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Patrick Quirion CPA, CA, trésorier, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de Sainte-Julie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017  
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes  
au budget de Sainte-Julie pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,  
(Nom de l'organisme)  
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-18 .  
(Date)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2018-04-30

## **Section I - États financiers consolidés**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
<b>Renseignements complémentaires consolidés</b>	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
<b>Renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Sainte-Julie,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Sainte-Julie, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sainte-Julie au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sainte-Julie inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 17 et 19, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme. Pour ce qui est de la page 18 portant sur l'endettement total net à long terme, nous attirons l'attention sur le fait que le calcul inclut les données de l'Autorité régionale de transport métropolitain et du Réseau de transport métropolitain qui ne sont pas audités en date de notre rapport.

**Autre point**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles de l'exercice subséquent, présentées à la section III du rapport financier, ne sont pas audités.

[Original signé par]

---

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A111208

Raymond Chabot Grant Thornton, SENCRL  
4805, Boulevard Lapinière, bureau 2100  
Brossard QC J4Z 0G2

DATE 2018-04-30

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	35 487 500	35 812 878	35 142 268
Compensations tenant lieu de taxes	2	599 746	599 266	602 760
Quotes-parts	3			
Transferts	4	10 506 724	7 685 368	4 094 428
Services rendus	5	3 694 778	3 042 010	4 063 035
Imposition de droits	6	1 454 510	1 981 535	1 953 040
Amendes et pénalités	7	225 900	885 711	987 911
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	186 782	358 127	307 970
Autres revenus	10	4 392 546	2 752 759	1 698 584
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	56 548 486	53 117 654	48 849 996
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	7 542 842	6 752 905	6 646 623
Sécurité publique	15	7 584 511	8 490 785	8 370 742
Transport	16	12 327 015	10 435 976	12 083 043
Hygiène du milieu	17	8 967 491	9 189 404	8 809 111
Santé et bien-être	18	266 907	254 174	266 552
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 216 383	1 203 252	1 284 958
Loisirs et culture	20	8 436 351	8 251 476	8 017 443
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 045 995	1 340 508	1 108 205
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	47 387 495	45 918 480	46 586 677
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	9 160 991	7 199 174	2 263 319
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		96 637 850	94 374 531
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		96 637 850	94 374 531
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		103 837 024	96 637 850

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 215 300	11 118 297
Débiteurs (note 5)	2	17 521 404	11 846 614
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	391 150	348 872
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 422 000	1 318 000
	8	<u>23 549 854</u>	<u>24 631 783</u>
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	375 000	986 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 876 491	11 464 738
Revenus reportés (note 12)	12	805 436	978 687
Dette à long terme (note 13)	13	43 932 127	42 783 546
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 012 011	2 355 456
	15	<u>56 001 065</u>	<u>58 568 427</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<u>(32 451 211)</u>	<u>(33 936 644)</u>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	135 273 542	129 583 973
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	523 720	523 720
Stocks de fournitures	19	404 233	377 048
Autres actifs non financiers (note 17)	20	86 740	89 753
	21	<u>136 288 235</u>	<u>130 574 494</u>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<u>103 837 024</u>	<u>96 637 850</u>

Obligations contractuelles (note 20)  
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2017	2017	2016
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	9 160 991	7 199 174	2 263 319
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	14 851 105 )	( 9 921 191 )
Produit de cession	3		1 287 191	43 192
Amortissement	4		8 125 801	7 645 125
(Gain) perte sur cession	5		(289 241)	30 603
Réduction de valeur / Reclassement	6		37 785	
	7		(5 689 569)	(2 202 271)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(27 185)	14 558
Variation des autres actifs non financiers	10		3 013	33 840
	11		(24 172)	48 398
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	9 160 991	1 485 433	109 446
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(33 936 644)	(34 046 090)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(33 936 644)	(34 046 090)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(32 451 211)	(33 936 644)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 199 174	2 263 319
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	8 125 801	7 645 125
Autres			
- Gain/cession d'immobilisation	3	(289 241)	30 603
- Réduction de valeur	4	69 721	
	5	15 105 455	9 939 047
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(5 674 790)	144 714
Autres actifs financiers	7	(104 000)	(69 237)
Créditeurs et charges à payer	8	(3 588 247)	2 779 239
Revenus reportés	9	(173 251)	133 746
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	656 555	(9 056)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(27 185)	14 558
Autres actifs non financiers	13	3 013	33 840
	14	6 197 550	12 966 851
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 14 851 105 )	( 9 921 191 )
Produit de cession	16	1 287 191	43 192
	17	(13 563 914)	(9 877 999)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( 74 214 )	( 74 214 )
Remboursement ou cession	19		78 098
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	(74 214)	3 884
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	6 014 309	9 339 448
Remboursement de la dette à long terme	24	( 4 845 866 )	( 5 246 827 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(611 000)	(4 756 334)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(19 862)	(101 231)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	537 581	(764 944)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	(6 902 997)	2 327 792
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	11 118 297	8 790 505
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	11 118 297	8 790 505
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	4 215 300	11 118 297

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Julie a été constituée sous l'autorité de la Loi sur les cités et villes par lettres patentes octroyées par le décret numéro 3576 en date du 20 octobre 1971.

### 2. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants:  
Régie intermunicipale de l'eau potable Varennes Sainte-Julie Saint-Amable (RIEP)  
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (RIPRSL)  
Régie intermunicipale du centre multisports régional Varennes Sainte-Julie Saint-Amable (RICMR)

#### B) Comptabilité d'exercice

##### Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les "états financiers") de la Ville de Sainte-Julie, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci après les "normes comptables").

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 13 et 14, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 17 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 19.

##### Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

#### C) Actifs financiers

##### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetable en tout temps sans pénalité.

##### Placements

Les placements de portefeuille à titre d'investissement sont comptabilisés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**D) Passifs****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode de l'amortissement linéaire.

**Passif au titre des sites contaminés**

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

**E) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

**Stocks**

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et sont comptabilisés au coût moyen.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont amorties, en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

	<u>Taux</u>
Infrastructures	de 2,5% à 6,67%
Bâtiments	2,5% à 6,67%
Véhicules	de 5% à 40%
Ameublement et équipement de bureau	de 10% à 20%
Machinerie, outillage et équipement	de 5% à 33,33%
Améliorations locatives	10%
Autres	10%

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats consolidés et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**F) Revenus**

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elle sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****G) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

Ces avantages comprennent les prestations de retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : Valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****RIPRSL**

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : cet allègement doit être renversé d'ici le 31 décembre 2019. Aucune méthode d'amortissement n'a été définie;

- pour le montant versé par la Ville à la Régie de police Richelieu-St-Laurent : l'amortissement correspond à la variation de la provision pour moins-value liée à ce montant. À compter de l'année 2012, à cette variation s'ajoute un ajustement afin d'équilibrer les résultats à des fins fiscales découlant de l'avance versée au régime.

**I) Instruments financiers**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**J) Autres éléments**

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 4 215 300	11 118 297
Découvert bancaire	2 ( ) ( )	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 4 215 300</b>	<b>11 118 297</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 72 628	93 454
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11 1 487 589	1 120 005
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 5 629 212	5 718 480
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 6 977 937	1 664 450
Organismes municipaux	15 1 359 674	2 066 029
Autres		
- Droits de mutation	16 318 654	325 082
- Autres tiers	17 1 748 338	952 568
	18 17 521 404	11 846 614
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 4 648 088	4 403 061
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 4 648 088	4 403 061
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 70 706	57 111
<b>Note</b>		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30	391 150	348 872
Autres placements	31		
	32	391 150	348 872
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note**

Le placement à titre d'investissement provient de la quote-part de la Ville de Sainte-Julie dans le fonds de garantie de franchise collective du Programme d'assurances de dommages UMQ pour les volets biens et responsabilité civile primaire. Cette quote-part est calculée en fonction des réclamations payées au 31 décembre 2017 et ne tient pas compte de provisions sur les réclamations en cours à cette date.

**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(3 012 011)	(2 355 456)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(3 012 011)</u>	<u>(2 355 456)</u>

**Charge de l'exercice**

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 000 169	1 213 986
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	65 491	64 937
	43	<u>2 065 660</u>	<u>1 278 923</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****Impact de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la « loi SFPR »)**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »).

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

À moins d'entente différente à cet effet, la Loi prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties ou à la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report. Des

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ententes ont été conclues avec le groupe des employés cadres en juillet 2017 et avec le groupe des employés syndiqués en février 2018 pour restructurer le régime en vertu des paramètres de la Loi.

---

**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45	1 422 000	1 318 000
	46	1 422 000	1 318 000

---

**Note**

Lors de la scission du régime de retraite entre la Ville de Sainte-Julie et la RIPRSL, un montant appartenant aux régimes de la RIPRSL en vertu de la comptabilité distincte, est toujours considéré dans les actifs du régime de la Ville de Sainte-Julie. La comptabilité distincte n'est pas reconnu lors d'une scission de régime. La Ville de Sainte-Julie récupérera ce montant lorsqu'il y aura surplus actuariel dans la caisse de retraite et qu'elle pourra bénéficier d'un congé de cotisations.

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

**10. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'une marge de crédit de 4 000 000 \$ au taux préférentiel (3,2% en 2017 et 2,7% en 2016). Cette marge de crédit permet à la Ville de contracter des emprunts temporaires pour le paiement de dépenses d'administration. La Ville dispose également d'une marge de crédit suffisante pour les dépenses effectuées en vertu de divers règlements d'emprunt. Ces marges sont remboursées à même l'argent provenant des taxes ou des obligations émises sous l'autorité desdits règlements.

**11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	2 453 323	6 286 543
Salaires et avantages sociaux	48	1 267 853	1 667 941
Dépôts et retenues de garantie	49	2 072 499	1 414 975
Provision pour contestations d'évaluation	50	34 406	28 188
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouvernement du Québec	53	60 167	127 428
- Gouvernement du Canada	54	30 120	17 493
- Organismes municipaux	55	265 594	161 752
- Intérêts / dette long terme	56	103 429	105 234
- Autres crédoiteurs	57	1 589 100	1 655 184
	58	7 876 491	11 464 738

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	71 977	71 759
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	88 912	392 870
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Revenus de l'année suivante	66	104 394	78 655
- Carrières, revenu reporté	67	540 153	435 403
-	68		
-	69		
	70	805 436	978 687

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
		<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	2,88	2018	2041	71	44 218 351	43 021 429
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75		
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,65	3,37	2018	2020	77	85 589	114 068
Autres					78		
					79	44 303 940	43 135 497
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	( 371 813 )	( 351 951 )
					81	43 932 127	42 783 546

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2017</b>			
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>				
2018	82	90	10 017 493	98	50 225	107	115	10 067 718
2019	83	91	7 497 753	99	27 763	108	116	7 525 516
2020	84	92	6 464 205	100	7 601	109	117	6 471 806
2021	85	93	8 396 150	101		110	118	8 396 150
2022	86	94	8 197 300	102		111	119	8 197 300
2023 et +	87	95	3 645 450	103		112	120	3 645 450
	88	96	44 218 351	104	85 589	113	121	44 303 940
Intérêts et frais accessoires				105	( )		122	( )
	89	97	44 218 351	106	85 589	114	123	44 303 940

**Note**

	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(32 451 211)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	( )
Autres	126	( )
	127	(32 451 211)
		(33 936 644)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	128	27 137 630	156	2 150 019	183		210	29 287 649
Eaux usées	129	58 770 644	157	9 511 394	184		211	68 282 038
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	57 082 524	158	6 789 863	185		212	63 872 387
Autres	131	26 890 114	159	3 274 793	186		213	30 164 907
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	29 055 551	161	22 161	188	4 338	215	29 073 374
Améliorations locatives	134	123 206	162	(717)	189		216	122 489
Véhicules	135	8 100 348	163	640 734	190	4 142	217	8 736 940
Ameublement et équipement de bureau	136	3 770 734	164	1 207 766	191	1 587 629	218	3 390 871
Machinerie, outillage et équipement divers	137	9 720 940	165	217 450	192	446 744	219	9 491 646
Terrains	138	3 366 282	166	375 920	193		220	3 742 202
Autres	139	113 065	167		194		221	113 065
	140	<u>224 131 038</u>	168	<u>24 189 383</u>	195	<u>2 042 853</u>	222	<u>246 277 568</u>
Immobilisations en cours	141	11 252 688	169	(9 338 278)	196	38 178	223	1 876 232
	142	<u>235 383 726</u>	170	<u>14 851 105</u>	197	<u>2 081 031</u>	224	<u>248 153 800</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	143	13 261 694	171	837 797	198		225	14 099 491
Eaux usées	144	26 540 651	172	1 634 969	199		226	28 175 620
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	27 834 239	173	2 287 802	200		227	30 122 041
Autres	146	9 876 793	174	1 401 243	201		228	11 278 036
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	12 643 515	176	973 406	203	4 732	230	13 612 189
Améliorations locatives	149	118 345	177	(44)	204		231	118 301
Véhicules	150	4 619 889	178	420 194	205	16 956	232	5 023 127
Ameublement et équipement de bureau	151	3 071 609	179	297 395	206	600 232	233	2 768 772
Machinerie, outillage et équipement divers	152	7 731 931	180	270 131	207	423 376	234	7 578 686
Autres	153	101 087	181	2 908	208		235	103 995
	154	<u>105 799 753</u>	182	<u>8 125 801</u>	209	<u>1 045 296</u>	236	<u>112 880 258</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	155	<u>129 583 973</u>					237	<u>135 273 542</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238	476 541	241	43 507	243	38 865	245	481 183
Amortissement cumulé	239	(295 236)	242	(74 189)	244	(35 453)	246	(333 972)
Valeur comptable nette	240	<u>181 305</u>					247	<u>147 211</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	248		
Immeubles industriels municipaux	249	523 720	523 720
Autres	250		
	251	523 720	523 720
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	523 720	523 720
<hr/>			
<b>Note</b>			

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
- Assurances et autres	254	86 740	89 753
-	255		
-	256		
Autres			
-	257		
-	258		
	259	86 740	89 753
<hr/>			
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**18. Fonds local d'investissement**

	2017	2016
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	260	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261	
Autres revenus	262	
	263	
<b>Charges</b>		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264	
Variation de la provision pour moins-value	265	
	266	
Autres charges	267	
	268	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	269	

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>			
Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	( )	( )
	275		
	276		
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	280		
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	281		

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	282		
Supportant les engagements de prêts	283		
Supportant les garanties de prêts	284		
	285		

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**19. Fonds local de solidarité****2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<hr/> 289

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<hr/> 292
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<hr/> 295

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<hr/> 296
---	-----------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	(	) (
	<hr/> 302		
	<hr/> 303		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<hr/> 307

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<hr/> 310

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<hr/> 313

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**20. Obligations contractuelles**

Au cours des exercices 2017 et antérieurs, la Ville de Sainte-Julie et la RIPRSL ont accordé des contrats à long terme à différents organismes ou entreprises échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2022, pour une somme totalisant 17 103 713 \$ dont 17 008 496 \$ pour la Ville et 95 217 \$ pour la RIPRSL. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville et la RIPRSL devront prévoir les sommes suivantes au cours des cinq prochains exercices financiers:

2018 :	15 159 394 \$
2019 :	781 532 \$
2020 :	460 076 \$
2021 :	362 788 \$
2022 :	<u>339 923 \$</u>
	17 103 713 \$

**21. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

La Ville de Sainte-Julie assume une responsabilité éventuelle en se portant garante d'emprunts consentis à un organisme non compris dans son périmètre comptable pour un montant maximum de 15 000 000 \$. Au 31 décembre 2017, le solde de ces emprunts est de 17 052 028 \$.

**b) Auto-assurance**

La Ville assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme pour tous ses employés.

**c) Poursuites**

Dans plusieurs poursuites, la réclamation contre la Ville est prise en main par une compagnie d'assurances. En plus, une provision suffisante a été comptabilisée pour les autres poursuites afin de tenir compte de décisions qui pourraient être défavorables.

**d) Autres**

S.O.

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**23. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes incluent dans le périmètre comptable, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**24. Instruments financiers**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**25. Fonds de roulement**

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 4 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

---

**26. Chiffres de l'exercice précédent**

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016		Budget 2017	Réalizations 2017		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	35 142 268	35 487 500	35 812 878			35 812 878
Compensations tenant lieu de taxes	2	602 760	599 746	599 266			599 266
Quotes-parts	3					6 279 207	
Transferts	4	2 024 052	1 994 130	1 314 929			1 314 929
Services rendus	5	3 752 688	3 694 778	2 709 236		560 463	3 042 010
Imposition de droits	6	1 953 040	1 454 510	1 981 535			1 981 535
Amendes et pénalités	7	236 628	225 900	165 907		719 804	885 711
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	263 239	186 782	315 551		42 576	358 127
Autres revenus	10	1 102 753	1 011 046	1 170 709		48 064	1 218 773
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	45 077 428	44 654 392	44 070 011		7 650 114	45 213 229
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 015 703	8 512 594	6 370 439			6 370 439
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	520 312	2 967 000	1 207 810			1 207 810
Autres	18	24 317	414 500	326 176			326 176
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	2 560 332	11 894 094	7 904 425			7 904 425
	21	47 637 760	56 548 486	51 974 436		7 650 114	53 117 654
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	6 281 884	7 165 263	6 398 248	354 657		6 752 905
Sécurité publique	23	7 243 082	7 185 536	7 392 830	390 193	5 692 457	8 490 785
Transport	24	9 219 637	9 421 794	7 347 881	3 088 095		10 435 976
Hygiène du milieu	25	6 528 179	6 810 334	6 676 679	2 430 084	1 427 093	9 189 404
Santé et bien-être	26	266 552	266 907	254 174			254 174
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 258 811	1 196 991	1 184 072	19 180		1 203 252
Loisirs et culture	28	6 661 185	7 250 231	6 901 493	1 230 631	297 101	8 251 476
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	978 539	1 045 995	921 101		419 407	1 340 508
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	7 029 675	7 044 444	7 512 840	( 7 512 840 )		
	33	45 467 544	47 387 495	44 589 318		7 836 058	45 918 480
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	2 170 216	9 160 991	7 385 118		(185 944)	7 199 174

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalisations 2016	Budget 2017	Réalisations 2017		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	2 170 216	9 160 991	7 385 118	(185 944)	7 199 174
Moins: revenus d'investissement	2	( 2 560 332 )	( 11 894 094 )	( 7 904 425 )	( )	( 7 904 425 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(390 116)	(2 733 103)	(519 307)	(185 944)	(705 251)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Amortissement	4	7 029 675	7 044 444	7 512 840	612 961	8 125 801
Produit de cession	5	38 000	22 800	1 280 577	6 614	1 287 191
(Gain) perte sur cession	6	35 795		(286 040)	(3 201)	(289 241)
Réduction de valeur / Reclassement	7			37 785		37 785
	8	7 103 470	7 067 244	8 545 162	616 374	9 161 536
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12	78 098				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			31 936		31 936
	15	78 098		31 936		31 936
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	682 620		200 516		200 516
Remboursement de la dette à long terme	17	( 4 296 759 )	( 3 458 057 )	( 3 958 597 )	( 361 866 )	( 4 320 463 )
	18	(3 614 139)	(3 458 057)	(3 758 081)	(361 866)	(4 119 947)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 474 614 )	( 126 464 )	( 552 628 )	( 76 983 )	( 629 611 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	82 625	150 000	200 000	32 974	232 974
Excédent de fonctionnement affecté	21	814 518	64 069	642 164	361 569	1 003 733
Réserves financières et fonds réservés	22	(890 684)	(962 485)	(935 822)	(46 023)	(981 845)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(66 086)	(1 204)	(70 258)	180 882	110 624
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(534 241)	(876 084)	(716 544)	452 419	(264 125)
	26	3 033 188	2 733 103	4 102 473	706 927	4 809 400
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	2 643 072		3 583 166	520 983	4 104 149

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016		Réalizations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	2 560 332	7 904 425		7 904 425
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations</b>					
Acquisition					
Administration générale	2	( 317 272 )	( 61 058 )	( )	( 61 058 )
Sécurité publique	3	( 76 163 )	( 46 266 )	( 101 157 )	( 147 423 )
Transport	4	( 5 749 651 )	( 7 836 954 )	( )	( 7 836 954 )
Hygiène du milieu	5	( 2 098 530 )	( 4 839 186 )	( 71 043 )	( 4 910 229 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 34 871 )	( 13 498 )	( )	( 13 498 )
Loisirs et culture	8	( 1 412 833 )	( 1 876 003 )	( 5 940 )	( 1 881 943 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	( 9 689 320 )	( 14 672 965 )	( 178 140 )	( 14 851 105 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Émission ou acquisition	12	( 74 214 )	( 74 214 )	( )	( 74 214 )
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 320 884	4 421 565	34 308	4 455 873
<b>Affectations</b>					
Activités de fonctionnement	14	474 614	552 628	76 983	629 611
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16	882 000	914 250		914 250
Réserves financières et fonds réservés	17	977 369	1 084 672	66 849	1 151 521
	18	2 333 983	2 551 550	143 832	2 695 382
	19	(3 108 667)	(7 774 064)		(7 774 064)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(548 335)	130 361		130 361

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>2016</u>	<u>Administration</u>	<u>2017</u>	<u>Total</u>
		<u>Administration</u>	<u>municipale</u>	<u>Organismes</u>	<u>consolidé</u>
			<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	<u><sup>1</sup></u>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 004 959	1 352 509	2 862 791	4 215 300
Débiteurs (note 5)	2	11 134 610	16 834 032	693 910	17 521 404
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	348 872	391 150		391 150
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 318 000	1 422 000		1 422 000
	8	20 806 441	19 999 691	3 556 701	23 549 854
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	986 000	375 000		375 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 967 233	7 014 417	868 612	7 876 491
Revenus reportés (note 12)	12	974 913	772 059	33 377	805 436
Dette à long terme (note 13)	13	37 577 419	39 045 520	4 886 607	43 932 127
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 195 000	2 440 000	572 011	3 012 011
	15	51 700 565	49 646 996	6 360 607	56 001 065
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(30 894 124)</b>	<b>(29 647 305)</b>	<b>(2 803 906)</b>	<b>(32 451 211)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	17	119 222 119	125 349 924	9 923 618	135 273 542
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	523 720	523 720		523 720
Stocks de fournitures	19	357 542	372 454	31 779	404 233
Autres actifs non financiers (note 17)	20	22 047	17 629	69 111	86 740
	21	120 125 428	126 263 727	10 024 508	136 288 235
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	3 151 324	4 119 307	984 681	5 103 988
Excédent de fonctionnement affecté	23	2 487 296	3 346 070	1 285 642	4 631 712
Réserves financières et fonds réservés	24	1 007 764	858 914	72 628	931 542
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 1 757 072 )	( 1 887 330 )	( 189 029 )	( 2 076 359 )
Financement des investissements en cours	26	(2 449 557)	(2 319 196)	102 002	(2 217 194)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	86 791 549	92 498 657	4 964 678	97 463 335
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	89 231 304	96 616 422	7 220 602	103 837 024

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>Rémunération</b>	1	10 508 687	10 599 492	14 659 448	14 163 703
<b>Charges sociales</b>	2	2 802 852	2 794 067	4 141 141	3 688 040
<b>Biens et services</b>	3	13 734 334	9 872 080	11 173 430	13 987 911
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	892 091	764 533	781 837	896 524
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	6	90 904	95 568	95 568	103 017
D'autres tiers	7			128 167	62 201
Autres frais de financement	8	63 000	61 000	334 936	46 463
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	10 641 541	11 655 749	5 211 424	4 216 862
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	1 048 951	1 036 587	1 069 325	1 050 343
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	7 044 444	7 512 840	8 125 801	7 645 125
<b>Autres</b>					
-	15	560 691	197 402	197 403	726 488
-	16				
-	17				
	18	47 387 495	44 589 318	45 918 480	46 586 677

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 103 988	4 539 030
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 631 712	3 243 472
Réserves financières et fonds réservés	3	931 542	1 101 218
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 076 359 ) (	1 765 219 )
Financement des investissements en cours	5	(2 217 194)	(2 347 555)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	97 463 335	91 866 904
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	103 837 024	96 637 850
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	4 119 307	3 151 324
Organismes contrôlés <sup>1</sup>	10	984 681	1 387 706
	11	5 103 988	4 539 030
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Engagements	12	69 832	72 147
- Tournoi de golf	13	805	6 752
- Piste cyclable	14	12 535	12 535
- Immobilisations	15	1 036 257	750 507
- Exercice suivant	16	45 355	45 355
- Éventualités	17	700 000	600 000
- Matières résiduelles	18	1 481 286	1 000 000
-	19		
-	20		
	21	3 346 070	2 487 296
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Exercice suivant	22	794 104	365 201
- Projets spéciaux	23	194 350	195 488
- Éventualités	24	297 188	195 487
	25	1 285 642	756 176
	26	4 631 712	3 243 472
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
<b>Fonds réservés</b>			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	536 810	679 043
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	394 732	422 175
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	931 542	1 101 218
	48	931 542	1 101 218

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( 108 525 )	( 118 387 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( 100 000 )	( 150 000 )
Autres	52 ( 186 837 )	( 16 130 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( )	( )
	54 ( 395 362 )	( 284 517 )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( )	( )
Autres		
-	58 ( 874 820 )	( 874 820 )
-	59 ( )	( )
	60 ( 1 270 182 )	( 1 159 337 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( )	( 3 632 )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64 ( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65 ( )	( )
Autres		
-	66 ( )	( )
-	67 ( )	( )
	68 ( )	( 3 632 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( )	( 80 370 )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( )	( )
Autres		
-	72 ( 806 177 )	( 682 620 )
-	73 ( )	( )
	74 ( 806 177 )	( 602 250 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 ( 2 076 359 )	( 1 765 219 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82 798 377	388 587
Investissements à financer	83 ( 3 015 571 ) (	2 736 142 )
	84 (2 217 194)	(2 347 555)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 135 273 542	129 583 973
Propriétés destinées à la revente	86 523 720	523 720
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 391 150	348 872
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 136 188 412	130 456 565
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 136 188 412	130 456 565
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 ( 43 932 127 ) (	42 783 546 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( 371 813 ) (	351 951 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 4 648 088	4 403 061
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 778 484	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 152 291	142 775
	98 ( 38 725 077 ) (	38 589 661 )
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( ) (	)
	100 ( 38 725 077 ) (	38 589 661 )
	101 97 463 335	91 866 904

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>4</u>	2 <u>        </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de Sainte-Julie offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif à prestations déterminées. En vertu du régime, les employés sont répartis en deux groupes distincts soient les employés cadres et les employés syndiqués.

L'âge normal de retraite est de 65 ans. Toutefois, le participant peut prendre une retraite facultative à compter de 55 ans si la somme de l'âge et des années de service atteint 85.

La rente de retraite au titre des services crédités pour les deux groupes d'employés est calculée à 2% du salaire final multiplié par le nombre d'années de service reconnu à compter du 1er janvier 1997. Avant cette date, le taux est de 1,3% jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles et de 2% pour l'excédent.

De plus, les employés cadres et les employés syndiqués bénéficient d'une rente de rattachement de 0,7% et de 0,35% respectivement basée sur le salaire final avant la retraite; cette rente cesse à 65 ans.

Des prestations sont également versées lors de la cession de la participation résultant du décès ou de la cession d'emploi avant la retraite.

La cotisation salariale des employés cadres est de 10,77 % (9,25% jusqu'en juin 2017) du salaire et celle des employés syndiqués correspond à 8,63%. La cotisation patronale concernant les employés cadres est de 10,77 % (10,62 % jusqu'en juin 2017). La cotisation patronale concernant les employés syndiqués doit être au moins égale à celle des employés et doit aussi être suffisante pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant l'année. En 2017, la cotisation patronale concernant les employés syndiqués a été de 9,31%.

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Sainte-Julie est administré par un Comité de retraite composé de 10 membres. Le Comité a délégué certains de ses pouvoirs à des firmes spécialisées qui agissent comme actuaire, gestionnaire et gardien des valeurs de la caisse de retraite.

Le Comité a également adopté une politique de placement qui a comme objectif de formuler les principes et les règles que doit suivre le gestionnaire tout en s'assurant d'obtenir un taux de rendement maximum à l'intérieur d'un niveau de risque acceptable.

De plus, le Comité s'est doté, pour sa gouvernance, de règles de régie interne concernant l'administration du régime.

L'évaluation actuarielle la plus récente est en date du 31 décembre 2014.

**RIPRSL**

Au 1er janvier 2008, la RIPRSL a mis en place un régime de retraite à prestations déterminées pour chacun des groupes suivants: policiers syndiqués, cadres et employés de bureau et préposés aux communications.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, et les régimes des cadres et des employés de bureau ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au 31 décembre 2014.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Date de la retraite**

a) Date de la retraite normale: 65 ans

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008:  
En fonction des dispositions du régime antérieur applicable, (annexes A,B et C des règlements des régimes)

Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de retraite de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge et les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date de retraite normale.

c) Date de la retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance. (exception les policiers 50e anniversaire) Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de la retraite facultative.

**Créances de rente**

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008:  
En fonction des dispositions des régimes antérieurs applicables (annexes A,B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:  
2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite. (exception: 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008:  
En fonction des dispositions du régime antérieur applicables (annexes A,B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:  
0,5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite. (exception: 0,35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

**Prestation en cas de cessation de service**

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de la retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).  
De plus une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

**Prestation de décès avant la retraite**

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

**Prestation de décès après la retraite**

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008:  
En fonction des dispositions des régimes antérieurs applicables (annexes A,B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:  
La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

**Invalidité**

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

**Indexation après la retraite**

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008:  
En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, (annexes A,B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:  
Les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'IPC, sujet à un maximum de 2%. (Exception: Pour les employés de bureau et les préposés aux communications: Les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6,50% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté sur les années futures).

**Règle du 50% (cotisations excédentaires)**

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

**Cotisations**

a) Cotisations salariales

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008:  
En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, (annexes A,B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: 11.39% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut pas être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9,75% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,35% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

c) Employés de bureau et préposés aux communications : 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut pas être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9,0% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

**Cotisation patronale**

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent de l'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, des prestations et remboursement payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédent, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (2 355 456)	(2 364 512)
Charge de l'exercice	4 ( 2 000 169 )	( 1 213 986 )
Cotisations versées par l'employeur	5 1 343 614	1 223 042
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(3 012 011)</u>	<u>(2 355 456)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 53 740 349	50 170 133
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( <u>55 553 631</u> )	( <u>52 652 781</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 813 282)	(2 482 648)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>223 271</u>	<u>1 445 192</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (1 590 011)	(1 037 456)
Provision pour moins-value	12 ( <u>1 422 000</u> )	( <u>1 318 000</u> )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(3 012 011)</u>	<u>(2 355 456)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 <u>4</u>	<u>4</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 <u>53 740 349</u>	<u>50 170 133</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( <u>55 553 631</u> )	( <u>52 652 781</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( <u>1 813 282</u> )	( <u>2 482 648</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 375 398	1 902 590
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>192 329</u>	<u>1 902 590</u>
	20 <u>2 567 727</u>	<u>1 902 590</u>
Cotisations salariales des employés	21 ( 1 109 725 )	( 929 102 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
	23 1 458 002	973 488
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 266 154	111 648
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	26
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	28
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	29	30
Variation de la provision pour moins-value	31 104 000	80 000
Autres	32	33
-	34	35
-	36	37
Charge de l'exercice excluant les intérêts	38 <u>1 828 156</u>	<u>1 165 136</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	39 <u>3 012 421</u>	<u>2 849 427</u>
Rendement espéré des actifs	40 ( <u>2 840 408</u> )	( <u>2 800 577</u> )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	41 <u>172 013</u>	<u>48 850</u>
Charge de l'exercice	42 <u>2 000 169</u>	<u>1 213 986</u>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 3 050 572	3 166 708
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( <u>2 840 408</u> )	( <u>2 800 577</u> )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 210 164	366 131
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 738 463	(2 408 145)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 843 337	1 499 645
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 54 602 686	50 072 255
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 411 929	492 472
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 23 153	5 208
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	14
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,70 %	5,60 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,60 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,13 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,75 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
	53	54
<b>Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements</b>		
	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (                    )	(                    )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (                    )	(                    )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (                    )	(                    )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 (                    )	(                    )
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 ( _____ )	( _____ )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ( _____ )	( _____ )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	106 _____	_____

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	108 _____	_____

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109  Oui  
 110  Non

	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111 _____ <b>11</b>	_____ <b>11</b>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	112	<u>16 558</u>	<u>16 295</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	113	55 800	54 915
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>9 691</u>	<u>10 022</u>
	115	<u>65 491</u>	<u>64 937</u>

---

**Note**

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	39 345 000
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	2 979 958
Activités de fonctionnement à financer	3	100 026
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	394 732
Débiteurs	8	4 648 088
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	5 490
Autres		
-	12	
-	13	

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	37 376 674
---	----	------------

---

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	4 880 436
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	42 257 110
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	2 407 800
Communauté métropolitaine	18	155 333
Autres organismes	19	3 093 000

---

Endettement total net à long terme	20	47 913 243
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	47 913 243
---	----	------------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

---

---

# RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	25 516 305	25 757 808	25 757 808	24 427 220
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	3 185 848	3 201 449	3 201 449	3 721 083
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	647 761	650 658	650 658	653 239
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	29 349 914	29 609 915	29 609 915	28 801 542
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 073 479	2 104 614	2 104 614	1 968 673
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	1 193 706	1 196 383	1 196 383	1 071 076
Matières résiduelles	13	2 555 752	2 559 904	2 559 904	2 950 321
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	124 800	146 611	146 611	130 755
Service de la dette	18	189 849	195 451	195 451	219 901
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	6 137 586	6 202 963	6 202 963	6 340 726
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	6 137 586	6 202 963	6 202 963	6 340 726
	26	35 487 500	35 812 878	35 812 878	35 142 268

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	18		327
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	317	317	317
	31	335	317	644
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	60 741	60 742	60 742
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	507 173	506 709	510 528
	35	567 914	567 451	571 270
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	568 249	567 768	571 914
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41	31 497	31 498	30 846
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	31 497	31 498	30 846
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	599 746	599 266	602 760

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54	6 000	14 161	14 161
Sécurité civile	55			7 123
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	63 623	67 495	67 495
Enlèvement de la neige	58			50 821
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	1 277 430	478 138	478 138
Transport adapté	61			1 232 046
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	29 863	42 860	42 860
Traitement des eaux usées	69	1 237	1 237	1 237
Réseaux d'égout	70	43 888	121 931	121 931
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	359	(223)	(223)
Promotion et développement économique	84			557
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	25 432	41 997	41 997
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	101 361	101 859	101 859
Autres	88	1 937	2 474	2 474
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	1 551 130	871 929	871 929
				1 590 342

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	3 913 372	3 438 216	3 438 216
Enlèvement de la neige	97			1 007 155
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99	85 000		(24 649)
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	1 274 674	914 974	914 974
Traitement des eaux usées	108			281 940
Réseaux d'égout	109	3 239 548	1 694 140	1 694 140
Réseaux d'égout	109			354 353
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125		323 109	323 109
Activités culturelles				406 577
Bibliothèques	126			45 000
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	8 512 594	6 370 439	6 370 439
				2 070 376

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	443 000	443 000	424 475
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			9 235
	138	443 000	443 000	433 710
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	10 506 724	7 685 368	4 094 428

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144	302 598	302 502	258 170
Sécurité incendie	145	15 000	25 087	25 087
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	317 598	327 589	283 257
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			3 778
Autres	153			
	154			3 778
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	20 027	20 506	12 769
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	20 027	20 506	12 769
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	128 872	139 000	139 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	128 872	139 000	139 000
Réseau d'électricité	180			
	181	466 497	487 095	435 026

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autre	184	129 062	115 983	145 746
	185	129 062	115 983	145 746
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187	21 160	66 733	151 214
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190	21 160	66 733	151 214
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	51 445	81 544	73 553
Enlèvement de la neige	192	80 446	87 459	81 044
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194	2 022 675	945 824	2 055 727
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199	2 154 566	1 114 827	2 210 324
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201	23 184	47 251	52 438
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203	13 184	20 587	7 753
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206	2 500	2 360	2 520
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209		487	152
	210	38 868	70 685	62 863
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215	28 000	20 312	12 500
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217	17 000	20 540	21 973
Autres	218	8 550		
	219	53 550	40 852	34 473
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	719 720	731 799	951 578
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	24 129	15 475	14 444
Autres	222	87 226	65 787	80 347
	223	831 075	813 061	1 046 369
Réseau d'électricité	224			
	225	3 228 281	2 222 141	3 650 989
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	226	3 694 778	2 709 236	4 063 035

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	227	54 510	114 526	106 007
Droits de mutation immobilière	228	1 400 000	1 867 009	1 847 033
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	1 454 510	1 981 535	1 953 040
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	232	225 900	165 907	987 911
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	233			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	234	186 782	315 551	307 970
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235	22 800	286 040	(30 603)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238	2 967 000	1 207 810	520 312
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240			
Autres contributions	241	1 011 046	326 176	24 317
Autres	242	414 500	884 669	1 184 558
	243	4 415 346	2 704 695	1 698 584
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	1 036 984	1 010 994	61 445	1 072 439	1 072 439	1 057 148
Greffe et application de la loi	2	824 843	667 835	34 626	702 461	702 461	592 019
Gestion financière et administrative	3	2 327 205	2 170 383	136 064	2 306 447	2 306 447	2 285 666
Évaluation	4	527 128	458 917		458 917	458 917	615 131
Gestion du personnel	5	457 179	490 938	29 378	520 316	520 316	500 876
Autres							
-	6	1 991 924	1 599 181	93 144	1 692 325	1 692 325	1 595 783
-	7						
	8	7 165 263	6 398 248	354 657	6 752 905	6 752 905	6 646 623
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	5 199 496	5 213 234	47 855	5 261 089	5 968 851	5 918 729
Sécurité incendie	10	1 493 075	1 696 049	342 338	2 038 387	2 038 387	1 935 473
Sécurité civile	11		3 144		3 144	3 144	
Autres	12	492 965	480 403		480 403	480 403	516 540
	13	7 185 536	7 392 830	390 193	7 783 023	8 490 785	8 370 742
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 092 655	2 286 991	2 655 538	4 942 529	4 942 529	5 038 327
Enlèvement de la neige	15	1 011 148	1 056 012	119 136	1 175 148	1 175 148	1 087 939
Éclairage des rues	16	256 908	214 149	312 677	526 826	526 826	555 373
Circulation et stationnement	17	239 029	192 597		192 597	192 597	223 543
Transport collectif							
Transport en commun	18	5 822 054	3 598 132	744	3 598 876	3 598 876	5 177 861
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	9 421 794	7 347 881	3 088 095	10 435 976	10 435 976	12 083 043

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 336 735	1 336 720		1 336 720	1 278 566	1 113 977
Réseau de distribution de l'eau potable	24	715 409	705 954	746 176	1 452 130	1 592 925	1 690 540
Traitement des eaux usées	25	856 368	687 257	286 886	974 143	974 143	961 560
Réseaux d'égout	26	656 000	784 304	1 394 390	2 178 694	2 178 694	1 898 389
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	851 091	860 330		860 330	860 330	761 227
Élimination	28	803 798	804 050		804 050	804 050	804 874
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	634 551	643 226		643 226	643 226	620 175
Tri et conditionnement	30	581 227	573 622		573 622	573 622	560 052
Matières organiques							
Collecte et transport	31	18 714	(2 182)		(2 182)	(2 182)	195 587
Traitement	32						
Matériaux secs	33	86 511	47 257		47 257	47 257	53 718
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	28 488	28 488		28 488	28 488	28 488
Protection de l'environnement	38	241 442	207 653	2 632	210 285	210 285	120 524
Autres	39						
	40	6 810 334	6 676 679	2 430 084	9 106 763	9 189 404	8 809 111
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	251 474	244 674		244 674	244 674	251 364
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	15 433	9 500		9 500	9 500	15 188
	44	266 907	254 174		254 174	254 174	266 552
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	968 925	980 213	19 180	999 393	999 393	1 107 303
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	5 000	1 000		1 000	1 000	1 000
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	115 182	113 695		113 695	113 695	118 171
Tourisme	49						
Autres	50	60 234	48 643		48 643	48 643	51 414
Autres	51	47 650	40 521		40 521	40 521	7 070
	52	1 196 991	1 184 072	19 180	1 203 252	1 203 252	1 284 958

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	792 991	783 923	111 770	895 693	1 015 045	1 054 633
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 156 195	1 051 084		1 051 084	1 051 084	1 020 675
Piscines, plages et ports de plaisance	55	577 722	601 703		601 703	601 703	573 744
Parcs et terrains de jeux	56	2 253 715	2 095 472	921 542	3 017 014	3 017 014	2 858 499
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	117 549	128 535		128 535	128 535	142 363
Autres	59	20 809	9 134		9 134	9 134	18 905
	60	4 918 981	4 669 851	1 033 312	5 703 163	5 822 515	5 668 819
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	631 694	569 256	54 833	624 089	624 089	571 489
Bibliothèques	62	1 347 915	1 331 885	142 486	1 474 371	1 474 371	1 422 016
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	351 641	330 501		330 501	330 501	355 119
	66	2 331 250	2 231 642	197 319	2 428 961	2 428 961	2 348 624
	67	7 250 231	6 901 493	1 230 631	8 132 124	8 251 476	8 017 443
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
68							
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	863 766	750 483		750 483	895 954	955 208
Autres frais	70	119 229	109 618		109 618	109 618	106 534
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	63 000	61 000		61 000	165 637	46 431
Autres	72					169 299	32
	73	1 045 995	921 101		921 101	1 340 508	1 108 205
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>							
74							
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
75		7 044 444	7 512 840	( 7 512 840 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
<b>Autres renseignements financiers non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil municipal de Ville de Sainte-Julie,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de Ville de Sainte-Julie (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

[Original signé par]

Brossard  
Le 30 avril 2018

---

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A111208

DATE 2018-04-30

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes	1	35 812 878
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	6 219
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	4 124 934
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	146 611
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	<u>31 547 552</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	3 693 915 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>3 702 931 800</u>
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>3 698 423 400</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017**  
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14       , 8 5 3 0 / 100 \$

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 362 060	1 362 060	520 410
	Usines de traitement de l'eau potable		71 043	
	Usines et bassins d'épuration	75 834	75 834	121 281
	Conduites d'égout	3 371 080	3 371 080	1 401 083
	Sites d'enfouissement et incinérateurs			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6 067 328	6 067 328	4 105 484
	Ponts, tunnels et viaducs			
	Systèmes d'éclairage des rues	672 433	672 433	758 882
	Aires de stationnement			
	Parcs et terrains de jeux	1 171 100	1 171 100	1 286 180
	Autres infrastructures	531 083	531 083	513 854
	Réseau d'électricité			
Bâtiments				
	Édifices administratifs	40 085	40 085	301 470
	Édifices communautaires et récréatifs	13 591	19 531	48 081
	Améliorations locatives			3 448
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun			
	Autres	631 950	642 731	546 980
	Ameublement et équipement de bureau	174 873	229 151	160 247
	Machinerie, outillage et équipement divers	185 628	221 726	153 791
	Terrains	375 920	375 920	
	Autres			
		22	14 672 965	14 851 105
				9 921 191

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	1 360 460	1 360 460	399 303
	Usines de traitement de l'eau potable		71 043	
	Usines et bassins d'épuration	75 834	75 834	121 281
	Conduites d'égout	3 361 657	3 361 657	689 699
	Autres infrastructures	8 418 195	8 418 195	6 516 487
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	1 600	1 600	121 107
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	9 423	9 423	711 384
	Autres infrastructures	23 749	23 749	147 913
	Autres immobilisations	1 422 047	1 529 144	1 214 017
		34	14 672 965	14 851 105
				9 921 191

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Rémunération</b>	35	49 819	86 312
<b>Charges sociales</b>	36	10 280	18 744
<b>Biens et services</b>	37	14 603 493	9 577 115
<b>Frais de financement</b>	38	9 373	7 149
<b>Autres</b>	39		
	40	14 672 965	9 689 320

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	502 545		35 480	467 065
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	5 505 456	659 400	1 197 740	4 967 116
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	32 724 435	4 602 794	3 105 558	34 221 671
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	38 732 436	5 262 194	4 338 778	39 655 852
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 403 061	752 114	507 087	4 648 088
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	4 403 061	752 114	507 087	4 648 088
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	4 403 061	752 114	507 087	4 648 088
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	4 403 061	752 114	507 087	4 648 088
	19	43 135 497	6 014 308	4 845 865	44 303 940
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	43 135 497	6 014 308	4 845 865	44 303 940

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
		<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>Administration générale</b>					
Greffe et application de la loi	1	186 107	155 012	155 012	154 318
Évaluation	2				
Autres	3	284 724	282 735	282 735	315 109
<b>Sécurité publique</b>					
Police	4	4 933 367	4 955 178		
Sécurité incendie	5	18 517	18 576	18 576	18 305
Sécurité civile	6				
Autres	7				
<b>Transport</b>					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	120 273	1 169 774	1 169 774	84 509
Autres	10				
<b>Hygiène du milieu</b>					
Eau et égout	11	1 336 715	1 336 715		
Matières résiduelles	12	2 882 850	2 873 466	2 873 466	2 932 479
Cours d'eau	13	28 488	28 488	28 488	28 488
Protection de l'environnement	14	12 723	12 379	12 379	11 528
Autres	15				
<b>Santé et bien-être</b>					
Logement social	16	251 474	244 674	244 674	251 364
Autres	17				
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	106 458	106 132	106 132	90 107
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	115 182	113 695	113 695	118 171
Autres	21				
<b>Loisirs et culture</b>					
Activités récréatives	22	152 432	152 432		
Activités culturelles	23	212 231	206 493	206 493	212 484
<b>Réseau d'électricité</b>					
	24				
	25	10 641 541	11 655 749	5 211 424	4 216 862

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	32,00	35,00	60 507,00	3 153 521	786 263	3 939 784
Professionnels	2						
Cols blancs	3	63,00	35,00	120 466,00	3 053 771	860 258	3 914 029
Cols bleus	4	67,00	40,00	136 079,00	3 406 420	948 537	4 354 957
Policiers	5						
Pompiers	6	12,00	40,00	16 539,00	636 773	99 081	735 854
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	174,00		333 591,00	10 250 485	2 694 139	12 944 624
Élus	9	9,00			398 826	110 208	509 034
	10	183,00			10 649 311	2 804 347	13 453 658

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
		<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun	11	478 138				478 138
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	42 860	307 002	607 972		957 834
Traitement des eaux usées	14	1 237				1 237
Réseaux d'égout	15	121 931	604 024	1 090 116		1 816 071
Autres	16	195 715	1 111 138	2 344 965	780 270	4 432 088
	17	839 881	2 022 164	4 043 053	780 270	7 685 368

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

		2017	2016
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	64 510	8 214
	4	64 510	8 214
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5	18	3
Sécurité incendie	6	6 672	8 228
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	6 690	8 231
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	366 228	396 394
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	49 837	47 682
Transport collectif	13	300	95
Autres	14		
	15	416 365	444 171
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	70 292	82 926
Traitement des eaux usées	18	80 732	101 430
Réseaux d'égout	19	168 053	194 839
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		35
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	319 077	379 230
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		179
Rénovation urbaine	32	504	624
Promotion et développement économique	33		5 590
Autres	34		
	35	504	6 393
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	104 418	107 038
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	8 726	24 280
Autres	38	811	982
	39	113 955	132 300
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	921 101	978 539

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Ville de Sainte-Julie		
- Suzanne Roy	80 999	16 476
- Isabelle Poulet	22 781	11 391
- André Lemay	24 625	12 312
- Jocelyn Ducharme	18 265	9 133
- Claude Dalpé	2 810	1 405
- Nicole Marchand	22 781	11 391
- Mario Lemay	24 625	12 312
- Normand Varin	21 075	10 538
- Henri Corbin	16 940	8 470
- Amélie Poirier	4 136	2 068
- Lucie Bisson	21 075	10 538
MRC Marguerite-D'Youville		
- Suzanne Roy	16 027	
- Mario Lemay	962	481
Régie de police Richelieu St-Laurent		
- Suzanne Roy	7 840	
- Nicole Marchand	490	245
Régie interm. de l'eau potable		
- Suzanne Roy	2 094	
- Isabelle Poulet	179	90
- André Lemay	1 969	985
- Normand Varin	895	448
- Henri Corbin	1 611	806
Régie interm. Centre multisports rég.		
- Suzanne Roy	1 606	
- Jocelyn Ducharme	1 428	714
- Claude Dalpé	357	178
Communauté métropolitaine de Montréal		
- Suzanne Roy	11 216	
Réseau de transport métropolitain		
- Suzanne Roy	6 711	

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	4 500 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 <sup>o</sup> du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	_____

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 \_\_\_\_\_ \$
- Total des frais encourus admissibles au PAERRL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 \_\_\_\_\_ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 \_\_\_\_\_ \$
- b) Dépenses d'investissement 37 \_\_\_\_\_ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 38 \_\_\_\_\_ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 39 \_\_\_\_\_
- b) Date d'adoption de la résolution 40 \_\_\_\_\_

**Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018**

## TABLE DES MATIÈRES

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018</b>	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

## Taxes générales

Taxe foncière générale	1	26 015 591
------------------------	---	------------

## Taxes spéciales

Service de la dette	2	3 570 975
---------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement	3	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	4	
----------------------------	---	--

## Taxes de secteur

## Taxes spéciales

Service de la dette	5	580 277
---------------------	---	---------

Activités de fonctionnement	6	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	7	
----------------------------	---	--

## Autres

	8	62 117
--	---	--------

	9	30 228 960
--	---	------------

**SUR UNE AUTRE BASE**

## Taxes, compensations et tarification

## Services municipaux

Eau	10	2 076 164
-----	----	-----------

Égout	11	1 229 289
-------	----	-----------

Traitement des eaux usées	12	
---------------------------	----	--

Matières résiduelles	13	2 690 621
----------------------	----	-----------

Autres	14	
--------	----	--

-	15	
---	----	--

-	16	
---	----	--

Centres d'urgence 9-1-1	17	144 000
-------------------------	----	---------

Service de la dette	18	196 798
---------------------	----	---------

Activités de fonctionnement	19	
-----------------------------	----	--

Activités d'investissement	20	
----------------------------	----	--

	21	6 336 872
--	----	-----------

## Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
--------------------------------------	----	--

Autres	23	
--------	----	--

	24	
--	----	--

	25	6 336 872
--	----	-----------

	26	36 565 832
--	----	------------

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	45 279
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	317
	5	45 596

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	62 639
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	542 286
	9	604 925

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	650 521

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	31 812
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	31 812

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	682 333

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 ..... /100\$	3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4    3 071 803 054	X 5    0,5836 /100\$	6    17 924 816				
Immeubles de 6 logements ou plus	7    180 803 757	X 8    0,6005 /100\$	9    1 085 727				
Immeubles non résidentiels	10   342 072 044	X 11   1,6180 /100\$	12   5 534 726				
Immeubles industriels	13    59 741 845	X 14   1,7494 /100\$	15   1 045 124				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 ..... /100\$	18 .....				
Autres	19    15 419 600	X 20   1,1672 /100\$	21    179 978				
Immeubles agricoles	22    42 192 040	X 23   0,5812 /100\$	24    245 220				
<b>Total</b>			25    26 015 591	26 (            )	27 (            )	28	29    26 015 591
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30    3 712 032 340	X 31    0,0962 /100\$	32    3 570 975				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 ..... /100\$	35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 ..... /100\$	38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 ..... /100\$	41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 ..... /100\$	44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 ..... /100\$	47 .....				
Autres	48 .....	X 49 ..... /100\$	50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 ..... /100\$	53 .....				
<b>Total</b>			54    3 570 975	55 (            )	56 (            )	57	58    3 570 975

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>											
<b>Taxes générales</b>											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 .....	X 5 .....	/100\$ 6 .....								
Immeubles de 6 logements ou plus	7 .....	X 8 .....	/100\$ 9 .....								
Immeubles non résidentiels	10 .....	X 11 .....	/100\$ 12 .....								
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....								
Autres	19 .....	X 20 .....	/100\$ 21 .....								
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....								
<b>Total</b>			25 .....					26 ( .....	) 27 ( .....	) 28 .....	29 .....
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....								
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....								
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....								
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....								
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....								
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....								
<b>Total</b>			54 .....	55 ( .....	) 56 ( .....	) 57 .....	58 .....				
	<u>Valeur locative imposable</u>										
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59 .....	X 60 .....	% 61 .....	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64 .....	65 .....				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels  
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1   4   5   ,   0   0   \$
Égout	2	,       \$
Eau et égout	3	,       \$
Traitement des eaux usées	4	1   0   4   ,   0   0   \$
Matières résiduelles	5	2   2   2   ,   0   0   \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Taxe de secteur - service dette égouts	0,0147	1	
Taxe de secteur - service dette aqueduc	0,0019	1	
Eau piscines	40,0000	4	
Eau		7	Compteur non-résid.
Ordures		7	Conteneurs - non-résid.

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	36 565 832
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	4 234 864
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	144 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>32 186 968</b>

<b>ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE</b>	<b>11</b>	<b>3 712 032 340</b>
--	-----------	----------------------

<b>TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018</b> (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	<b>12</b>	<b>□ □ 0 , □ 8 □ 6 □ 7 □ 1 /100 \$</b>
--	-----------	--

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	5 863 799	1 102 595		194 811	1 259 660	285 809
De secteur	2	45 268	7 929		2 560	30 013	788
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	40 170	23 654		3 707		295
Autres	5	360 344	34 276			621 915	11 575
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	6 309 581	1 168 454		201 078	1 911 588	298 467

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	20 628 324	44 472	207 096	29 586 566
De secteur	10	493 594	125		580 277
Autres	11			62 117	62 117
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	128 972			196 798
Autres	13	4 967 964			5 996 074
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	26 218 854	44 597	269 213	36 421 832

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	200 158 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	46 445 447 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	3 622 977 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	1 057 512 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	\$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 1580, Chemin du Fer-à-Cheval  
(no) (rue)  
Sainte-Julie J3E 2M1  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 922-7111  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 922-7108  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finances@ville.sainte-julie.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Patrick Quirion, CPA CA, OMA

Téléphone (450) 922-7061  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 922-7108  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel pquirion@ville.sainte-julie.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Raymond Chabot Grant Thornton, SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 4805, boulevard Lapinière, bureau 2100  
(no) (rue)  
Brossard J4Z 0G2  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 445-6226  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 876-5021  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel vallerand.pierre@rcgt.com

Responsable du dossier Pierre Vallerand, CPA CA, associé

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Patrick Quirion , atteste que le rapport financier consolidé de Sainte-Julie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-05-08 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Sainte-Julie .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sainte-Julie consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sainte-Julie détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 7 199 174 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de ,8530 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-04-26 10:56:48

Date de transmission au Ministère : 2018/05/10